



Comment sont réglementées les conditions d'exploitation?

ou

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE- ALPES-CÔTE D'AZUR

de l'aménagement et du logemen

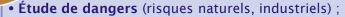


Régime défini par la nomenclature ICPE et par les enjeux





Dossier de demande d'autorisation environnemental:



- Étude de l'impact de l'industrie sur l'environnement et la santé (risques sanitaires) en fonction des enjeux ;
- Justificatifs de la maîtrise des risques et nuisances liés au fonctionnement de l'industrie.



Déclaration d'activité en préfecture :

 Description du site et de ses activités.

d'enregistrement :

- Prouver que le site respecte les prescriptions? générales présentes dans les arrêtés ministériels correspondants.
- Notice d'incidence (évaluation de la compatibilité avec le milieu) ;

La DREAL instruit les dossiers en

s'appuyant sur les arrêtés

ministériels liés à l'activité

concernée.

• **Iustificatifs** de la maîtrise des risques et nuisances liés au fonctionnement de l'industrie.



La DREAL instruit les dossiers en s'appuyant sur :

- La réglementation générale liée aux ICPE (et éventuellement suivant le secteur d'activité concerné):
- Les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) définies au niveau européen :
- Les aspects locaux de l'état du milieu (environnement, proximité avec d'autres installations, etc.).

Consultation des communes, public et services de l'Etat



Le préfet délivre ou non les autorisations

Des conditions d'autorisation visant à limiter les rejets/nuisances et l'impact sur l'environnement et les populations v sont précisées.

d'exploitation par arrêté.

Le préfet délivre un récépissé de déclaration.

En général, pas d'instruction

par la DREAL

Obligation d'appliquer les prescriptions générales présentes dans les arrêtés ministériels correspondants.



Le préfet procède à **l'enregistrement** par arrêté, il peut adopter des prescriptions spécifiques ou refuser

l'enregistrement.

Evolutions du site ou de son exploitation

 Modifications substantielles (pouvant avoir un impact important): procédure identique à la création d'un site industriel.

 Modifications non **substantielles** : procédure allégée.



Instruction par la DREAL



Arrêté préfectoral complémentaire



Une prescription est une règle de construction, de fonctionnement, de rejet, etc., imposée à l'industriel



La DREAL (= « la police de l'environnement »), **contrôle** la mise en application et le respect des conditions d'autorisation et peut contraindre l'exploitant, par arrêté préfectoral, à modifier ses conditions d'exploitation